

La loi sur le dialogue social très controversée

Mots clés : TPE, syndicat, dialogue social, FRANCE, Jean-François Roubaud, Laurence Parisot

Par [Cyrille Lachèvre](#)

12/05/2010 | Mise à jour : 14:41 Réagir

65% des dirigeants de TPE y voient des contraintes supplémentaires.

Le gouvernement présente ce matin en Conseil des ministres son projet de loi sur le dialogue social dans les petites entreprises. Sans surprise, les patrons de TPE (très petites entreprises) -employant 1 à 10 salariés- restent très majoritairement opposés à cette idée. Un nouveau sondage Fiducial-OpinionWay publié par «Le Figaro» confirme les résultats d'une enquête réalisée en novembre 2009 : seulement 20% des petits patrons estiment que la représentativité syndicale améliorera la qualité du dialogue entre eux et leurs salariés.

Farouchement opposés à une telle mesure, Jean-François Roubaud, le président de la CGPME, et Laurence Parisot, présidente du Medef, verront dans ce sondage un encouragement à poursuivre leur combat. L'UPA (artisans) et l'Unapl (libéraux), qui sont favorables à l'instauration du dialogue social dans leurs entreprises, y verront, de leur côté, un nouvel aperçu du travail à effectuer pour convaincre leurs adhérents.

Dans le détail, l'enquête Fiducial-OpinionWay montre que 65% des dirigeants de TPE craignent qu'une telle loi n'instaure des contraintes sociales supplémentaires. L'un des arguments régulièrement brandis par ses opposants consiste à dire que dans une petite entreprise le patron voit ses salariés tous les jours et qu'il n'a donc pas besoin d'instances de dialogue spécifiques.

Principal réservoir d'emploi

Une vision peut-être un peu idyllique de la situation : selon le sondage Fiducial, 74% des patrons de TPE sont convaincus qu'il y a «très peu de conflits entre le patron et ses salariés»... Réservés sur cette loi, les patrons de TPE n'en font pas pour autant forcément un casus belli. 56% d'entre eux indiquent que si la loi est votée ils ne sanctionneront pas le gouvernement lors des prochains rendez-vous électoraux. Jean-François Roubaud avait pourtant brandi cette menace la semaine dernière, pour tenter de faire plier Matignon.

Christian Latouche, président de Fiducial, reste, lui, sur cette ligne dure : «Ce texte bâclé et inutile mettra un frein supplémentaire au développement des TPE, qui constituent pourtant le principal réservoir d'emploi des prochaines années en France.» Un réservoir qu'on estime même à 5 millions de postes du côté de Fiducial.

Le sondage réalisé par l'organisation indique qu'un tiers des patrons estiment effectivement que cette loi aura un effet négatif sur l'emploi.